

Burundi : le parti présidentiel se défend face aux accusations de l'ONU

Deutsche Welle, 28.09.2018 Le récent rapport de l'ONU qui porte des accusations très graves contre le Burundi continue de faire polémique sur place. Les militants du CNDD-FDD défendent toujours leur parti.

Au Burundi, le récent rapport des enquêteurs onusiens sur la situation des droits humains fait toujours polémique. Présenté au début du mois de septembre, il accusait les autorités d'avoir participé ou couvert de graves violations des droits de l'homme, dont certaines sont constitutives de crimes contre l'humanité. Quelques semaines après, l'opposition rapporte encore de graves violations des droits de l'Homme sur terrain, mais les fidèles au parti présidentiel s'y opposent et défendent plus que jamais leur parti. La majorité des parlementaires rejettent les derniers résultats de la commission d'enquête de l'ONU, considérant ce rapport comme une initiative visant à salir l'image du pays. Le député Fabien Banciryano est un des rares qui, devant les deux chambres du parlement réunies en congrès, a défendu la crédibilité de l'enquête. "Il y a des centaines de détenus à la prison centrale qui ont purgé leur peine mais qui n'ont pas été libérés", dit-il. "Notre seul salut est de nous ouvrir au monde et de dire la vérité. Le ministre en charge des droits de l'homme sait très bien que les droits humains sont bafoués". Il rappelle que, depuis les élections référendaires, il y a encore des gens en prison "pour avoir voté Non". "Ce n'est pas la démocratie", martèle-t-il. Les "exploits" du CNDD-FDD Mais malgré les différents rapports et résolutions de l'ONU sur le Burundi, les fidèles du parti présidentiel restent déterminés à militer pour le CNDD-FDD. "Depuis l'avènement de ce parti, il y a eu beaucoup de changements positifs, il y a eu l'espoir du peuple burundais", dit par exemple Cyrille Sibomana. "On est parvenu à se construire au moins une école sur chaque colline. Depuis 2005, nous avons au moins un hôpital ou un dispensaire par colline, les femmes accouchent gratuitement, elles sont assistées depuis la conception jusqu'à l'accouchement et l'enfant est accompagné jusqu'à cinq ans". Cyrille Sibomana parle "d'un exploit" et estime ainsi que le CNDD-FDD est la seule solution aux diverses difficultés que connaît le Burundi depuis la colonisation. Néanmoins sur place la situation des droits humains fait toujours débat. L'intolérance politique fait également beaucoup parler au sein des jeunes militants de certaines formations politiques de la mouvance présidentielle. Mais les avis sur ce sujet sensible ne font presque jamais l'unanimité.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});